



Assemblée générale

Distr. générale
12 août 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 67 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Droits de l'homme et sociétés transnationales et autres entreprises

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de porter à la connaissance des membres de l'Assemblée générale le rapport de son Représentant spécial chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, soumis en application de la résolution 8/7 du Conseil des droits de l'homme.

* A/63/150 et Corr.1.



Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

Résumé

À sa huitième session, en juin 2008, le Conseil des droits de l'homme s'est félicité des principes d'action concernant les entreprises et les droits de l'homme proposés par le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, dont il a prorogé le mandat de trois années supplémentaires (voir résolution 8/7 du Conseil). C'est la Commission des droits de l'homme, aujourd'hui remplacée par le Conseil des droits de l'homme, qui avait à l'origine créé ce mandat en 2005 dans sa résolution 2005/69.

En vertu de son mandat prorogé, le Représentant spécial doit rendre compte chaque année à l'Assemblée générale. Le présent rapport décrit les principaux éléments du cadre conceptuel et des principes d'action qu'il a définis dans son rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/8/5). Le cadre reprend trois principes fondamentaux : l'obligation de protection incombant à l'État lorsque des tiers, y compris des sociétés, portent atteinte aux droits de l'homme; la responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme; la nécessité d'un véritable accès à des mesures de réparation. En outre, on trouvera ci-après un aperçu des travaux que le Représentant spécial a prévu d'entreprendre pour s'acquitter du nouveau mandat que lui a confié le Conseil des droits de l'homme et un bilan succinct des activités pertinentes qu'il a menées depuis son dernier rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Principes d'action en matière de protection, de respect et de réparation	4
III. Activités futures	7
IV. Bilan des activités menées par le Représentant spécial	11
V. Conclusions	13

I. Introduction

1. À sa huitième session, en juin 2008, le Conseil des droits de l'homme s'est félicité du rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, dont il a prorogé le mandat de trois années supplémentaires (voir résolution 8/7 du Conseil). C'est la Commission des droits de l'homme, aujourd'hui remplacée par le Conseil des droits de l'homme, qui avait à l'origine adopté ce mandat dans sa résolution 2005/69.

2. En vertu de son nouveau mandat, le Représentant spécial doit rendre compte chaque année à l'Assemblée générale. Le délai entre la prorogation de son mandat en juin 2008 et l'échéance fixée pour la soumission de son rapport à l'Assemblée en août 2008 étant bref, le présent rapport est succinct. On y trouvera une description des principaux éléments du cadre conceptuel et des principes d'action présentés au Conseil des droits de l'homme par le Représentant spécial dans le document A/HRC/8/5, instruments dont le Conseil s'est félicité dans sa résolution 8/7, un aperçu des travaux que le Représentant spécial a prévu d'entreprendre pour s'acquitter de son mandat prorogé, et un récapitulatif des principales activités qu'il a menées depuis la huitième session du Conseil des droits de l'homme.

II. Principes d'action en matière de protection, de respect et de réparation

3. Le mandat du Représentant spécial a été créé après que de profonds désaccords furent exprimés à la Commission des droits de l'homme lors des discussions sur le projet de normes sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises, adopté en 2003 par la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/2003/12/Rev.2). Reconnaissant que le document contenait des éléments et des idées utiles, la Commission a néanmoins jugé qu'il n'avait aucune valeur juridique (voir décision 2004/116 de la Commission des droits de l'homme) et ne s'est pas prononcée sur le projet. Au lieu de cela, en 2005, elle a adopté le vaste mandat du Représentant spécial, chargeant notamment celui-ci d'inventorier et de préciser les normes existantes, d'approfondir la réflexion sur le rôle des États, et de faire part de ses vues et recommandations sur les moyens de renforcer la protection des droits de l'homme contre les violations impliquant les entreprises (voir résolution 2005/69 de la Commission).

4. Au cours des trois dernières années, le Représentant spécial a organisé pas moins de 14 consultations multipartites sur cinq continents, conduit plus d'une vingtaine d'études, dont certaines avec le concours de cabinets d'avocats d'envergure mondiale et d'autres experts juridiques, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions internationales et de militants des droits de l'homme, produit plus de 1 000 pages de documentation, reçu une vingtaine de

contributions, et fait rapport une fois à la Commission des droits de l'homme et deux fois au Conseil des droits de l'homme¹.

5. Le long processus de consultations a été l'occasion pour les groupes d'intéressés, malgré leurs divergences de vues, d'exprimer de façon récurrente le même besoin immédiat : celui d'une communauté de vues sur les problèmes complexes liés aux entreprises et aux droits de l'homme, propice au développement de proche en proche de la réflexion et de l'action.

6. En conséquence, le Représentant spécial a présenté en 2008 au Conseil des droits de l'homme un cadre stratégique² qui s'articule autour des trois principes fondamentaux de la protection, du respect et de la réparation (obligation de protection incombant à l'État lorsque des tiers, y compris des sociétés, portent atteinte aux droits de l'homme; responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme; nécessité d'un véritable accès à des mesures de réparation). Le premier principe est crucial du fait qu'il se situe au cœur même du régime international de protection des droits de l'homme; le deuxième est essentiel car c'est ce que la société attend au premier chef des entreprises; le troisième doit faire partie de toute stratégie concluante dans la mesure où même en concertant au mieux l'action, il est impossible de prévenir toutes les atteintes aux droits de l'homme.

7. Pour chacun des trois principes sur lesquels repose le cadre, le Représentant spécial a enquêté sur les diverses façons dont les États et les entreprises le traduisaient et pouvaient le traduire sur le plan opérationnel en modifiant la législation nationale, les réglementations, les mécanismes internationaux et les initiatives volontaires³.

8. Le premier des trois principes susmentionnés réintroduit l'État dans l'équation faisant intervenir les entreprises et les droits de l'homme. On insiste souvent sur le fait que le gouvernement est l'entité la mieux à même de prendre les décisions délicates qui s'imposent pour concilier les besoins divergents exprimés par la société. Or, en ce qui concerne les entreprises et les droits de l'homme, le Représentant spécial s'est demandé si les gouvernements parvenaient à instaurer un tel équilibre. Il ressort en effet de ses travaux de recherche et de ses consultations que la plupart des gouvernements ont une conception étroite du traitement de la question des entreprises et des droits de l'homme, qu'ils cantonnent souvent à son propre cadre conceptuel et institutionnel, généralement fragile sur ce dernier plan, en ne la rattachant pas, ou très peu, à d'autres éléments fondamentaux dans la définition des pratiques de fonctionnement, tels que la politique commerciale, la politique d'investissement, la régulation des marchés de valeurs ou la gouvernance d'entreprise. C'est à peu près comme si une société mettait sur pied un département de la responsabilité sociale de l'entreprise sans tenir compte de ses principales activités commerciales. Le manque de cohérence des politiques nationales se retrouve au niveau international.

¹ Tous les documents produits dans le cadre du mandat du Représentant spécial, y compris ses rapports à la Commission des droits de l'homme et au Conseil des droits de l'homme, peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.business-humanrights.org/Gettingstarted/UNSpecialRepresentative>. Le Représentant spécial remercie le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme d'héberger ce site Web.

² A/HRC/8/5 et Add.1 et 2.

³ Pour une explication détaillée des différents éléments du cadre, voir A/HRC/8/5.

9. Le Représentant spécial recommande avant tout aux États de libérer le traitement de la question des entreprises et des droits de l'homme du carcan institutionnel dont il est actuellement prisonnier. Les gouvernements doivent veiller à ce que le respect des droits de l'homme entre dans la définition de toute culture d'entreprise éthique, et tenir compte de l'impact sur les droits de l'homme des traités commerciaux ou d'investissement qu'ils signent, surtout lorsqu'il s'agit d'offrir des crédits à l'exportation ou de garantir des investissements au titre de projets exécutés dans des pays étrangers présentant un risque notoirement élevé d'atteintes aux droits de l'homme.

10. Le deuxième élément constitutif du cadre est la responsabilité qui incombe aux entreprises de respecter les droits de l'homme, c'est-à-dire, en substance, de ne causer aucun préjudice. Si elles sont tenues de respecter les lois, les entreprises se doivent également de répondre aux attentes sociales du moment pour obtenir ce qu'on appelle parfois un « permis social d'exploitation ». En fait, presque toutes les démarches volontaires adoptées par les entreprises intègrent la responsabilité de celles-ci de respecter les droits de l'homme, qui est énoncée par ailleurs dans plusieurs instruments non juridiquement contraignants, qualifiés d'instruments « de droit souple ». Il s'agit en l'occurrence d'un principe de base auquel toute entreprise est censée se conformer en toutes circonstances. Aussi une entreprise ayant commis des violations des droits de l'homme en un lieu ne peut-elle se racheter en accomplissant de bonnes actions dans un autre lieu. En outre, la responsabilité de ne causer aucun préjudice ne signifie pas que les entreprises doivent se borner à ne rien faire, et peut au contraire les amener à œuvrer activement pour le respect des droits de l'homme. Par exemple, la politique d'une entreprise en matière de lutte contre la discrimination sur le lieu du travail peut nécessiter l'adoption de programmes de recrutement et de formation particuliers.

11. Cependant, comment les entreprises savent-elles qu'elles respectent les droits de l'homme? Disposent-elles de mécanismes leur permettant de l'affirmer avec quelque certitude? Le fait est qu'elles sont relativement peu nombreuses à avoir mis en place de tels mécanismes. C'est pourquoi le Représentant spécial a proposé un dispositif de gestion du risque d'atteinte aux droits de l'homme fondé sur le principe de précaution tendant à ce que les entreprises écartent ce risque. Compte tenu de la portée de ce dispositif, les entreprises doivent veiller à trois paramètres : la situation du pays dans lequel elles opèrent; la spécificité de leurs activités; le risque potentiel de contribuer à la commission de violations des droits de l'homme par l'intermédiaire de relations nouées dans le cadre de leurs activités, par exemple avec des partenaires commerciaux, des fournisseurs ou des administrations publiques.

12. L'accès à des mesures de réparation est le troisième principe. Même lorsque l'entreprise fonctionne au mieux, il est probable que des litiges apparaissent au sujet des conséquences néfastes de son activité sur les droits de l'homme, les victimes demandant alors réparation. À l'heure actuelle, il est souvent d'autant plus difficile d'accéder à la justice formelle que la requête est importante. De plus, les mécanismes extrajudiciaires sont nettement sous-développés, tant au niveau des entreprises qu'aux échelons national et international. Le Représentant spécial a constaté quelques changements allant dans le sens d'une amélioration de l'accès à la justice, notamment un renforcement de la capacité de la justice de traiter les plaintes déposées contre les entreprises. Il a isolé les éléments conditionnant l'efficacité des mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges, à partir desquels il a suggéré des moyens de renforcer certains mécanismes existants. Il a souligné que la mise en

place d'un véritable accès à des mesures de réparation relevait à la fois de l'obligation de l'État en matière de protection et de la responsabilité des entreprises en matière de respect, et qu'en égard à cette dernière, les mécanismes en vigueur dans les entreprises devaient reposer sur le dialogue direct ou la médiation et non sur la prise de décisions autonome.

13. Le Conseil des droits de l'homme a réservé un accueil favorable au projet de principes d'action. La résolution 8/7, dans laquelle il s'est félicité du rapport du Représentant spécial et a prorogé le mandat de ce dernier, a été rédigée par 43 coauteurs et adoptée sans être mise aux voix. En adoptant cette résolution, l'organe des Nations Unies faisant autorité en matière de droits de l'homme a clairement manifesté son soutien en faveur d'une nouvelle orientation suivant laquelle les parties peuvent parvenir à une meilleure cohérence conceptuelle et définir des lignes d'action plus efficaces dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme.

14. Le cadre élaboré par le Représentant spécial sur la base des trois principes fondamentaux susmentionnés a également été bien accueilli par un large éventail de parties prenantes, parmi lesquelles de nombreuses ONG, dont Amnesty International et le Centro de Derechos Humanos y Ambiente, implanté en Argentine, d'importantes associations professionnelles à vocation mondiale, comme la Chambre de commerce internationale ou l'Organisation internationale des employeurs, Social Investment Forum, grand groupe d'investisseurs tenant compte des impératifs sociaux, et Business Leaders Initiative on Human Rights, groupe formé de 13 multinationales à la réputation bien établie qui se sont donné pour objectif de trouver comment concrétiser dans le cadre des entreprises les aspirations énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴.

III. Activités futures

15. En vertu du mandat prorogé qu'il lui a confié, le Conseil des droits de l'homme a chargé le Représentant spécial de traduire les principes d'action sur le plan opérationnel de façon à mieux protéger les personnes et les communautés des violations des droits de l'homme commises par les sociétés transnationales et autres entreprises, ou impliquant celles-ci. Dans le cadre de ce nouveau mandat, le Représentant spécial est expressément tenu :

a) De donner des avis et de faire des recommandations concrètes sur les moyens de renforcer l'exécution de l'obligation qui incombe à l'État de protéger tous les droits de l'homme des violations commises par les sociétés transnationales et autres entreprises, ou impliquant celles-ci, y compris par la coopération internationale;

b) D'expliciter la portée et la teneur de la responsabilité des entreprises de respecter tous les droits de l'homme, et de donner une orientation concrète aux entreprises et autres parties prenantes;

c) D'étudier des solutions et de faire des recommandations, aux niveaux national, régional et international, pour permettre aux personnes dont des

⁴ Toutes les contributions et observations concernant les principes d'action communiquées au Représentant spécial peuvent être consultées sur son site Web à l'adresse suivante : <http://www.business-humanrights.org/Documents/RuggieHRC2008>.

entreprises, par leurs activités, bafouent les droits d'avoir plus facilement recours aux mesures de réparation effectives mises à leur disposition;

d) De prendre en compte systématiquement les questions d'égalité des sexes dans ses travaux et d'accorder une attention particulière aux membres de groupes vulnérables, notamment les enfants;

e) De déterminer, diffuser et promouvoir les pratiques de référence et enseignements liés à la question des sociétés transnationales et autres entreprises, en concertation avec les efforts déployés par le groupe de travail sur les droits de l'homme du Pacte mondial;

f) De collaborer étroitement avec les organismes des Nations Unies et d'autres organes, services, départements et institutions spécialisés intéressés à l'échelon international, en particulier avec les autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil;

g) De promouvoir les principes d'action et de continuer à organiser régulièrement des consultations sur les questions qui relèvent du mandat avec l'ensemble des parties prenantes, parmi lesquelles les États, les institutions nationales de défense des droits de l'homme, les organisations internationales et régionales, les sociétés transnationales et autres entreprises, et la société civile, notamment les universités, les organisations d'employeurs, les organisations de travailleurs, les autochtones et autres groupes de population concernés et les organisations non gouvernementales, y compris au moyen de réunions communes.

16. Lorsqu'il a rédigé le présent rapport en août 2008, le Représentant spécial consultait encore les parties prenantes, experts et autres partenaires concernés sur la façon de s'acquitter au mieux des différents volets de son nouveau mandat. Les paragraphes qui suivent offrent un aperçu des premières idées et des avant-projets développés par le Représentant spécial pour progresser dans l'exécution de son mandat, étant entendu qu'ils pourront être modifiés à l'issue d'une réflexion approfondie.

17. Le Représentant spécial envisage de constituer un groupe directeur de haut niveau formé de représentants de régions et secteurs divers, grâce auquel il bénéficierait en permanence d'avis stratégiques et techniques sur tous les aspects de sa tâche lors de la prochaine phase d'exécution de son mandat.

A. Obligation de l'État en matière de protection

18. Dans son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme, le Représentant spécial a appelé l'attention sur le fait que le régime des droits de l'homme ne pouvait fonctionner normalement dans les situations d'exception inhérentes aux zones de conflit, qui se caractérisaient en général par des actes de violence sporadique ou soutenue, une rupture de la gouvernance et l'absence d'état de droit. C'est dans ces situations que se produisaient les pires violations des droits de l'homme, y compris celles où la responsabilité de l'entreprise était en cause. Le Représentant spécial a estimé que la prévention des abus liés aux entreprises dans les zones de conflit réclamait des innovations spécifiques sur le plan des politiques, mais que peu d'États avaient réellement pris des mesures pour faire face à ces questions délicates.

19. Le Représentant spécial propose d'étudier les grandes options envisageables pour aider les États à s'attaquer à ces situations. Pour que cette étude soit utile et fructueuse, il conviendra d'organiser une consultation à laquelle participeront les pays développés et en développement et ceux qui ont été récemment le théâtre d'un conflit ou qui s'efforcent, par le maintien de la paix ou l'aide au développement, de limiter les effets des conflits et de promouvoir la consolidation de la paix.

20. Le Représentant spécial espère qu'une collaboration centrée sur les zones de conflit pourra permettre d'isoler un ensemble de politiques et d'instruments de soutien ou de collaboration que les États d'origine comme les États d'accueil puissent utiliser pour prévenir ou limiter la contribution de sociétés à un conflit, de sorte que lesdites sociétés favorisent la consolidation de la paix au lieu de jouer un rôle dans le déclenchement ou la perpétuation du conflit.

21. Les représentants gouvernementaux, les juristes, les entreprises et la société civile ont manifesté un grand intérêt pour les travaux du Représentant spécial sur les accords d'investissement et les droits de l'homme. Des consultations régionales doivent se tenir en Afrique du Sud et au Pérou dans le prolongement de celles qui ont eu lieu à Londres en mai 2008 (voir par. 31 à 34 ci-après). Ces consultations seront pour le Représentant spécial une source d'idées et de suggestions quant aux meilleurs moyens de s'attaquer aux problèmes mis en évidence dans l'étude qu'il a publiée en mars 2008 en collaboration avec la Société financière internationale, et qui était consacrée aux incidences pour les États du respect de leur obligation de protection dans le cadre des traités bilatéraux d'investissement public ou privé et des accords avec les États d'accueil⁵. Le Représentant spécial a également commandé une étude visant à définir la portée et la teneur d'un éventuel projet futur sur les questions commerciales.

22. Conformément à ce qu'il a indiqué dans son rapport de 2008, à savoir que les gouvernements étaient idéalement placés pour encourager des cultures d'entreprise où le respect des droits ferait partie intégrante de la conduite des affaires, le Représentant spécial compte examiner plus en détail les modalités selon lesquelles le droit des entreprises et les principes connexes en vigueur sont invoqués pour favoriser l'amélioration du comportement des entreprises sur le plan des droits de l'homme, et éclairer les États sur les réformes de la réglementation qu'il leur est possible d'entreprendre, le cas échéant. Par ailleurs, plusieurs questions liées à l'accès des victimes à la justice formelle sont en cours d'étude (voir par. 24 ci-après).

B. Obligation de respecter les droits de l'homme incombant aux entreprises

23. Le Représentant spécial s'efforce actuellement de mettre au point un ensemble de principes directeurs sur la portée et la teneur de l'obligation de respecter les droits de l'homme qui incombe aux entreprises, notamment en ce qui concerne la diligence raisonnable et les mesures de responsabilisation connexes. Pour faire en

⁵ « Stabilization clauses and human rights » (Clauses de stabilisation et droits de l'homme), étude réalisée pour la Société financière internationale et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, mars 2008; consultable à l'adresse suivante : <http://www.reports-and-materials.org/Stabilization-Clauses-and-Human-Rights-11-Mar-2008.pdf>.

sorte que ces principes directeurs tiennent compte des points de vue d'un vaste éventail de spécialistes, le Représentant spécial entend mener des consultations multidimensionnelles et multipartites. Ces consultations s'appuieront notamment sur les conseils stratégiques et fondamentaux fournis par le groupe de haut niveau et sur les résultats d'une série de consultations multipartites.

C. Accès à des voies de recours

24. Le troisième pilier du cadre est l'accès à des voies de recours. Dans son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme, le Représentant spécial a insisté sur la nécessité d'améliorer l'accès à des voies de recours, au moyen de mécanismes aussi bien judiciaires que non judiciaires. Dans le cadre de son nouveau mandat, le Représentant spécial examinera de manière plus approfondie les obstacles qui entravent actuellement l'accès à un recours judiciaire aux niveaux national et transnational.

25. S'agissant des mécanismes non judiciaires, le Représentant spécial concentrera ses efforts sur deux lignes d'action. La première, à savoir les mécanismes non judiciaires existants, fait suite aux observations formulées dans le rapport du Représentant spécial au Conseil des droits de l'homme, selon lesquelles un des principaux obstacles qui entravait l'accès aux mécanismes de réclamation tenait au fait que les particuliers ne savaient pas où se trouvaient ces mécanismes, comment ils fonctionnaient et quelles étaient les aides existantes (A/HRC/8/5, par. 102). Il ressort des discussions menées avec les organisations dotées de mécanismes de réclamation que ce manque d'information empêche de mieux connaître les différents modèles de règlement des différends et donc de savoir quel mécanisme fonctionne le mieux dans telles ou telles circonstances et pourquoi, quels résultats donne telle ou telle approche, et quels enseignements tirer de l'expérience acquise pour mettre au point des stratégies de prévention des litiges.

26. Pour contribuer à combler ce manque d'information, le Représentant spécial a mis sur pied une collaboration avec les organisations intéressées en vue d'établir une tribune internationale interactive en ligne de type « wiki ». Toute personne ayant accès à l'Internet pourra ainsi rechercher ou fournir des informations, ou encore faire des observations au sujet des mécanismes de réclamation et de règlement des litiges du monde entier; de leur fonctionnement; des spécialistes des droits de l'homme, médiateurs, juristes et autres experts permettant de les utiliser au mieux; et des enseignements à en tirer. Il sera possible de publier des informations dans chacune des langues officielles de l'ONU, ainsi que dans d'autres langues.

27. Des informations actualisées sur cette initiative seront publiées sur le site Web du Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (<http://www.business-humanrights.org/Gettingstarted/UNSpecialRepresentative>) où le lancement du wiki sera également annoncé. Le Représentant spécial espère vivement que les particuliers et les organismes de tous les États et de tous les secteurs – qu'il s'agisse d'entreprises, d'organisations de la société civile ou d'organismes publics, universitaires, juridiques, de médiation, et autres – participeront activement à cette communauté d'internautes, en vanteront les mérites et contribueront ainsi collectivement à combler le manque d'information qui entrave l'accès aux mécanismes de réclamation et de règlement des litiges dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme.

28. La deuxième ligne d'action axée sur les mécanismes de réclamation non judiciaires consistera à examiner les lacunes dont pâtit l'ensemble hétéroclite de mécanismes de réclamation existants, aussi bien sur le plan des résultats que sur le plan institutionnel. À cet égard, une consultation multipartite sera organisée en novembre, en collaboration avec Oxfam-États-Unis. Elle visera à stimuler la réflexion et à provoquer un débat dynamique sur les modèles les plus prometteurs de mécanismes de réclamation non judiciaires susceptibles d'apporter une valeur ajoutée au système existant. Compte tenu des résultats de ce débat, ainsi que des discussions qu'il mène actuellement avec l'ensemble des parties prenantes, le Représentant spécial espère être en mesure de soumettre plusieurs options et recommandations à l'examen du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale en 2009, conformément à son mandat.

29. Dans ce contexte, le Représentant spécial continue également de collaborer avec d'autres organisations compétentes aux niveaux national, régional et international, notamment les institutions nationales de protection des droits de l'homme. Il se félicite vivement des récents débats relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme tenus lors des réunions des institutions nationales de protection des droits de l'homme organisées à Genève, Copenhague et Kuala Lumpur, et se réjouit à l'idée de poursuivre cette collaboration.

IV. Bilan des activités menées par le Représentant spécial

30. Depuis qu'il a arrêté le texte final de son rapport au Conseil des droits de l'homme en mars 2008, le Représentant spécial a pris la parole devant un certain nombre d'organisations et de parties prenantes ayant une importance stratégique et fondamentale pour la réalisation de son mandat. On trouvera le texte de l'ensemble des déclarations et discours prononcés par le Représentant spécial sur son site Web : <http://www.business-humanrights.org/Gettingstarted/UNSpecialRepresentative>.

31. Le 17 mai 2008, le Représentant spécial a prononcé le discours d'ouverture de la réunion annuelle de l'Association de droit international à Londres. Il y a présenté de manière synthétique les activités menées dans le cadre de son mandat et les trois piliers du cadre mis en place, et expliqué pourquoi il ne recommandait pas, à ce stade, la création d'un instrument juridique international consacré à la question des entreprises et des droits de l'homme. Au cours de cette réunion, qui a rassemblé des centaines de juristes venus de nombreux pays, un groupe d'experts a examiné les activités menées par le Représentant spécial sur la question des investissements et des droits de l'homme.

32. Le 22 mai 2008, le Représentant spécial a prononcé une allocution publique au Chatham House de Londres intitulée « Next Steps in Business and Human Rights » (Entreprises et droits de l'homme : prochaines étapes). Cette manifestation était organisée conjointement par la Confederation of British Industries et le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme.

33. À la même date, en collaboration avec la Société financière internationale, le Représentant spécial a organisé la première consultation multipartite sur les accords d'investissement et les droits de l'homme. L'objectif était d'examiner les conclusions de l'étude sur les clauses de stabilisation et les droits de l'homme, menée conjointement par la Société financière internationale et le Représentant spécial. Cette consultation a rassemblé des juristes, des représentants

d'organisations internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et le Secrétariat de la Charte de l'énergie, ainsi que des membres de l'industrie, des milieux intellectuels et universitaires et de la société civile. De l'avis général, l'étude présentée par le Représentant spécial constituait une excellente base pour relancer les débats sur cette importante question qui a trait à la fois au devoir de protéger les droits de l'homme et à l'obligation de les respecter. Un rapport de synthèse sera publié sur le site Web du Représentant spécial à l'issue de la consultation.

34. Le 23 mai 2008, le Représentant spécial a pris la parole lors d'un atelier organisé par Global Witness et le British Institute of International and Comparative Law sur le thème « Protéger, respecter et réparer : examen du cadre pour les entreprises et les droits de l'homme établi par John Ruggie – stratégies pour aller de l'avant ».

35. Le 24 juin 2008, le Représentant spécial a prononcé le discours d'ouverture de la réunion annuelle des Points de contact nationaux de l'OCDE, qui s'est tenue à Paris. À l'occasion de sa visite à l'OCDE, il a également pris la parole lors d'une conférence sur les normes internationales du travail organisée conjointement par l'OCDE et l'Organisation internationale du Travail (OIT), et rencontré des représentants du Comité de l'investissement et du Comité d'aide au développement de l'OCDE pour examiner les intérêts communs et les formes de coopération envisageables.

36. À la même date, avait lieu à Genève la septième Réunion intercomités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, au cours de laquelle un représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait, au nom du Représentant spécial, un exposé sur le cadre et l'intérêt qu'il représente pour les travaux de ces organes. Cet exposé faisait suite à un autre exposé présenté par le Représentant spécial à la sixième Réunion intercomités, tenue en juin 2007, dans lequel il rendait compte des conclusions d'une importante étude recensant les obligations qui incombent aux États de réglementer et de contrôler les activités des sociétés, en application des sept principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, étude fondée sur les rapports et observations des instruments en question⁶. Le Représentant spécial a l'intention de poursuivre la collaboration et le dialogue avec les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment en procédant à des échanges de vues avec les représentants desdits organes à l'occasion de leurs réunions annuelles.

37. Au cours de la période allant du 23 au 27 juin 2008, un membre de l'équipe du Représentant spécial a pris la parole lors d'une réunion organisée dans le cadre du programme sur la défense des droits de l'homme et les entreprises, tenue à Manille. Ce programme de renforcement des capacités au niveau local est exécuté en partenariat avec le programme de formation à la diplomatie de l'Institute of Human Rights and Action for Economic Reform de l'Université des Philippines.

38. Faisant suite à une déclaration faite en février 2008 par le Représentant spécial devant le Groupe de travail II (arbitrage et conciliation) de la CNUDCI, le

⁶ La synthèse des rapports émanant des sept principaux instruments relatifs aux droits de l'homme établie par le Représentant spécial figure dans le document A/HRC/4/35/Add.1.

Secrétaire de la Commission a demandé au Représentant spécial de participer à la session de juin 2008, à New York. Le 27 juin 2008, le Représentant spécial a fait, par l'intermédiaire d'un représentant, une déclaration à l'intention de la CNUDCI au sujet du principe de transparence dans l'arbitrage des différends entre des investisseurs et des États. À l'issue d'un débat entre les États Membres, la Commission a décidé à l'unanimité que le groupe de travail devrait accorder la priorité à la question de la transparence, dès qu'il aurait achevé la révision des règles relatives à l'arbitrage commercial.

39. Le 15 juillet 2008, un membre de l'équipe du Représentant spécial a participé à la vingtième session du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenue à Genève, et présenté plusieurs exposés sur le rôle que les institutions nationales de défense des droits de l'homme jouent et pourraient jouer en ce qui concerne les entreprises et les droits de l'homme. Un envoyé du Représentant spécial a par la suite participé à une réunion à laquelle ont participé des représentants de diverses institutions nationales de défense des droits de l'homme, à Copenhague, les 1^{er} et 2 juillet 2008, sous les auspices de l'Institut danois des droits de l'homme. Cette réunion visait essentiellement à examiner les moyens d'établir un groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme, sous l'égide du Comité international de coordination.

40. Du 28 au 31 juillet 2008, un membre de l'équipe du Représentant spécial a participé à la treizième réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme, à Kuala Lumpur. Il a aidé le Conseil consultatif de juristes du Forum à examiner la question des droits de l'homme et de la responsabilité sociale des entreprises, comme le Forum l'y avait invité. Dans ses recommandations préliminaires à l'intention du Forum, le Conseil a accueilli avec intérêt le cadre à trois piliers établi par le Représentant spécial et proposé que les institutions nationales de défense des droits de l'homme l'utilisent dans le cadre de leurs activités ayant trait aux entreprises et aux droits de l'homme.

V. Conclusions

41. Le Représentant spécial attend avec intérêt l'échange de vues qu'il aura cette année et au cours des années à venir avec l'Assemblée générale. La question des entreprises et des droits de l'homme est extrêmement complexe et représente de nombreux enjeux : droit à la dignité, rôle des entreprises dans le développement économique, et viabilité sociale de la mondialisation. Le Représentant spécial estime, depuis le début de son mandat, que des progrès ne pourront être accomplis que si l'action menée s'appuie sur une analyse prudente et sur un large soutien de la société et des responsables politiques. C'est pourquoi il est fermement résolu, lorsqu'il planifiera la prochaine phase de son mandat, à continuer d'employer une méthode qui a, jusqu'à présent, porté ses fruits et qui repose sur les éléments suivants : analyse objective, consultations ouvertes à tous et participation d'acteurs divers et variés dont l'expérience et l'influence peuvent permettre de traduire les principes en mesures concrètes.